

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPS : Catégorie 2

Indice	Date	Modifications	Rédaction
1	27/02/2025	PGC du 27/02/2025	Johan BONTEMPS
0	05/02/2025	PGC indice 0 du 05/02/2025	Johan BONTEMPS

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.3. Mise à jour des lots et des entreprises

1.3.1. Mise à jour des lots et des entreprises

1.4. Etat d'avancement de l'affaire

1.4.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4.2. Documents de référence pris en compte

1.5. Renseignements généraux concernant l'opération

1.5.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

1.5.2. Phasage de l'opération

1.5.3. Informations complémentaires

1.5.4. CISSCT

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Voisinage

2.1.1. Tiers

2.1.2. Stabilité des ouvrages voisins

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Obligation du Maître d'Ouvrage

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

3.4.2. Occupation du domaine public

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.4.4. Accès au chantier

3.4.5. Visites de chantier par des tiers

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.4.7. Base vie - Modalités d'organisation

3.4.8. Base vie - Définition des installations

3.4.9. Base vie - Installations complémentaires

3.4.10. Base vie - Entretien des installations

3.4.11. Installations de distribution électrique

3.4.12. Installations d'éclairage

3.4.13. Vérification réglementaire des installations électriques

3.4.14. Entretien des installations électriques

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.5.1. Planification et organisation des livraisons

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

3.5.3. Manutentions et levages

3.5.4. Moyens de levage propre à chaque lot

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Accès des véhicules et stationnement

3.6.2. Accès dans les étages

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.7.1. Généralité

3.7.2. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

- 3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation
- 3.8.2. Bennes à gravais et déchets
- 3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets
- 3.8.4. Evacuation des matières dangereuses

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

- 3.9.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.9.2. Consignes de sécurité
- 3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.9.4. Matériel de secours

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

- 4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation
- 4.1.2. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.3. Travaux en hauteur
- 4.1.4. Echafaudages
- 4.1.5. Travaux de plâtrerie
- 4.1.6. Travaux des lots techniques
- 4.1.7. Travaux de revêtement de sols
- 4.1.8. Travaux d'agencement
- 4.1.9. Prévention du risque incendie
- 4.1.10. Utilisation de produits dangereux ou à risques
- 4.1.11. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général de Coordination - PGC
- 5.1.2. Plan Général Simplifié de Coordination - PGSC
- 5.1.3. Désignation des entreprises
- 5.1.4. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.5. Travailleurs indépendants et locatiers
- 5.1.6. Présence de personnel étranger
- 5.1.7. Inspection Commune
- 5.1.8. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé - PPSPS
- 5.1.9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié - PPSPSS
- 5.1.10. Rôle du Coordonnateur
- 5.1.11. Registre journal
- 5.1.12. Définition des personnes autorisées

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

7 ANNEXES

7.1 250122_DIRPJJ_PRO-A3 PIC_01.pdf

7.2 DIRPJJ_PLANNING PREVISIONNEL DET.pdf

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	DIRECTION INTERREGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE GRAND OUEST	6 place des Colombes 35000 RENNES
Maître d'oeuvre	PLYS	56 rue Alphonse Guérin 35000 RENNES
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	13 Rue du Clos Courtel LE NOVEN 35510 CESSON SEVIGNE
Inspection du travail	DDETS D ILLE ET VILAINE	Immeuble Le Newton 3 bis avenue de Belle Fontaine CS 71714 35517 CESSON-SÉVIGNÉ Cedex
CARSAT ou CRAMIF	CARSAT BRETAGNE	236 rue de Châteaugiron 35000 RENNES
OPPBTP	OPPBTP BRETAGNE	18/20 rue Bahon Rault 35000 RENNES
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	13 Rue du Clos Courtel LE NOVEN 35510 CESSON SEVIGNE

1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
01 - DÉPOSE MÉTHODIQUE / REVALORISATION MATIÈRE			
02 - DEMOLITION			
03 - MENUISERIES INTÉRIEURES			
04 - AGENCEMENT			
05 - CONFECTION TEXTILE			
06 - CLOISONS MOBILES			
07 - CLOISONS SECHES – ISOLATION			
08 - FAUX PLAFONDS			
09 - FLOCAGE			
10 - REVETEMENTS DE SOLS – FAÏENCE			

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
11 - PEINTURE / NETTOYAGE			
12 - COURANTS FORTS			
13 - COURANTS FAIBLES			
14 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION			

1.3. Mise à jour des lots et des entreprises

1.3.1. Mise à jour des lots et des entreprises

La liste des entreprises titulaires de lots retenues par le maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lot, ainsi que leurs effectifs et leur nombre total, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de coordination ou du plan général simplifié de coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le Coordonnateur établissant le Plan Général de Coordination avant la nomination des entreprises, le présent article renvoie au Registre Journal de Coordination où les éléments sont tenus à jour régulièrement.

1.4. Etat d'avancement de l'affaire

1.4.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination, indice 1, est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

1.4.2. Documents de référence pris en compte

Pièces écrites : CCTP reçu le 03/02/202

1.5. Renseignements généraux concernant l'opération

Aménagement de plateaux de bureaux

1.5.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

Plateaux de bureaux

1.5.2. Phasage de l'opération

1.5.3. Informations complémentaires

1.5.4. CISSCT

Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail

Sans objet. La catégorie de l'opération retenue par le Maître d'Ouvrage est la 2ème.

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Voisinage

2.1.1. Tiers

Dispositions prévues	A la charge de
Les risques pour les tiers seront gérés directement entre le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et les entreprises concernées. Cette disposition n'entre pas dans le cadre de la mission du coordonnateur SPS.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre Tous Corps d'état

2.1.2. Stabilité des ouvrages voisins

Dispositions prévues	A la charge de
Il appartient aux lots concernés de garantir, par leurs mode opératoires, la tenue des ouvrages voisins et des talus (responsabilité propre entreprise)	Tous Corps d'état

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
Le planning général des travaux a été transmis au coordonnateur lors de la rédaction du présent PGC.	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage
Le planning de réalisation, à établir au démarrage de l'opération, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état. Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés : - En limitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones, - En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation, - En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux), - En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés).	Maître d'œuvre

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
Le Projet de plan d'installation de chantier a été transmis au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'œuvre

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Obligation du Maître d'Ouvrage

Dispositions prévues	A la charge de
Le Maître d'Ouvrage prendra les mesures nécessaires pour que le chantier dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail.	Maître d'ouvrage

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et aux observations du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	02 - DEMOLITION

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Sur ce plan figureront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération • Les accès et sorties du chantier, • Les voies de circulation (piétons et véhicules), • La zone des cantonnements et bureaux de chantier, • Les zones de stationnement, • Les zones de déchargement et de stockage, • L'implantation des armoires de distribution électrique, • Les points d'eau, • La zone pour les bennes à déchets. 	02 - DEMOLITION
Il précisera les entrées du bâtiment (des bâtiments),	02 - DEMOLITION

3.4.2. Occupation du domaine public

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les accès et occupation temporaire du domaine public devront faire l'objet d'une demande préalable auprès des services techniques de la ville.</p> <p>L'entreprise aura en charge, les demandes d'occupation du domaine public, et de tous droits d'occupation de voirie jusqu'à la fin du chantier.</p> <p>L'entreprise devra la mise en place et la maintenance de la signalisation demandée, jusqu'à la fin de l'occupation du domaine public.</p>	Tous Corps d'état

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complétera les clôtures existantes le cas échéant.</p> <p>Elle sera constituée par des panneaux métalliques grillagés, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton et reliés entre par des connecteurs.</p> <p>L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.</p>	02 - DEMOLITION
La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.	02 - DEMOLITION

3.4.4. Accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune entreprise ne pourra débiter ses travaux avant d'avoir réalisé une inspection commune et transmis son PPSPS (par mail).	<p>Maître d'ouvrage</p> <p>Maître d'œuvre</p> <p>Tous Corps d'état</p>

3.4.5. Visites de chantier par des tiers

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Maître d'ouvrage

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	02 - DEMOLITION

3.4.7. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises pour la durée du chantier Pour personnels féminins, des vestiaires et sanitaires distincts seront mis en place.	Maître d'ouvrage
Les installations communes de chantier seront aménagées dans le bâtiment existant.	Maître d'ouvrage

3.4.8. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage, d'installation de chauffage et d'un sol stratifié. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	Maître d'ouvrage
Sanitaires de la Base de vie : Utilisation des sanitaires existants	Maître d'ouvrage
Réfectoires : Aménagent d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage, d'installation de chauffage et d'un sol stratifié. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	Maître d'ouvrage

3.4.9. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base de vie.	Tous Corps d'état

3.4.10. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires et réfectoires sera assuré. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	Maître d'ouvrage

3.4.11. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	12 - COURANTS FORTS
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer l'alimentation intérieure des bâtiments.	12 - COURANTS FORTS
Les coffrets de distribution équipés de PC seront installés sur chaque niveau. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point du bâtiment.	12 - COURANTS FORTS

3.4.12. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des halls d'entrées, des cages d'escaliers et des circulations communes.	12 - COURANTS FORTS

3.4.13. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme accrédité (vérification initiale et périodique). Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	12 - COURANTS FORTS

3.4.14. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	12 - COURANTS FORTS

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier**3.5.1. Planification et organisation des livraisons**

Dispositions prévues	A la charge de
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Maître d'œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise affectera une personne à la planification et organisation des livraisons, cette personne sera référencée dans le DHOL de l'entreprise.	Tous Corps d'état

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les matériaux avec risques particuliers seront stockés à l'écart dans la limite des besoins quotidiens avec une signalétique adaptée.	Tous Corps d'état

3.5.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaire à son approvisionnement qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'état
Préalablement à l'installation d'une grue mobile, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Tous Corps d'état
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins. Faire contrôler tout appareil de levage mobile et monte matériaux (vérification tous les 6 mois) et expédier copie de l'attestation de vérification au coordonnateur S.P.S.	Tous Corps d'état
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	Tous Corps d'état
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	Tous Corps d'état
Toute opération de manutention, effectuée à l'aide d'un engin de levage prêté par une autre entreprise, restera sous la responsabilité de l'entreprise dite « prêteuse » et sera effectuée par son personnel (conduite, arrimage, guidage). L'entreprise utilisatrice devra la fourniture des systèmes d'accrochage, adaptés aux charges à lever (élingues, palonniers, etc..) et vérifiés. Une convention de prêt de grue sera mise en place entre les parties.	Tous Corps d'état

3.5.4. Moyens de levage propre à chaque lot

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.	Tous Corps d'état

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre.	Tous Corps d'état
Tous les autres véhicules, entreprises, transport et personnel, stationneront sur le domaine public ou selon l'organisation décrite au PIC.	Tous Corps d'état Maître d'œuvre

3.6.2. Accès dans les étages

Dispositions prévues	A la charge de
Les circulations intérieures se feront à partir des escaliers définitifs et de l'ascenseur définitif (existant)	Tous Corps d'état

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.7.1. Généralité

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise mettra en place et entretiendra les protections collectives propres à ses ouvrages.	Tous Corps d'état

3.7.2. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Après sa mise en place, toute entreprise, amenée à déposer ou modifier un dispositif de protection collective devra assurer la maintenance et la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants. En cas de nécessité, l'entreprise se rapprochera de l'entreprise ayant installé la protection, afin que le dispositif soit adapté.	Tous Corps d'état
Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra : Prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection, avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone, assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS, Rétablir la protection collective à la fin des travaux, faire constater à l'entreprise responsable que la reprise a été effectuée.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au Maître d'Œuvre et Maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise évacuera ses déchets du site	Tous Corps d'état

3.8.2. Bennes à gravais et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets devront en faire part au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS pour définir leur emplacement. Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.	Tous Corps d'état

3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état
Le chantier, ses installations et ses abords seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Maître d'œuvre

3.8.4. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.	Tous Corps d'état
Les matières dangereuses seront amenées à pied d'œuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en œuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées.	Tous Corps d'état

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.9.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état

3.9.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS.	Tous Corps d'état
En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBT et le coordonnateur sécurité.	

3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état

3.9.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement au démarrage des travaux de curage ou démolition, les entreprises titulaires des lots électricité et plomberie seront tenues de consigner les installations et équipements situés dans les zones de démolitions. Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée à l'entreprise de démolition avant le démarrage des travaux. Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.	12 - COURANTS FORTS 14 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION
Les réseaux et équipements devant être maintenus en service, afin d'assurer le bon fonctionnement des installations de l'établissement, seront repérés et signalés sur le site par étiquetage.	12 - COURANTS FORTS 14 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION
Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes. Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient: - de séparer les zones restant accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise; -de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds); d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute.	02 - DEMOLITION

4.1.2. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; une main courante ; une lisse intermédiaire à mi-hauteur; - Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	Tous Corps d'état

4.1.3. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Les travaux en hauteur devront être exécutés à partir de plateformes de travail sécurisées conformes à la réglementation et correspondant aux emplois pour lesquels elles sont mises en œuvre (hauteur de travail adaptées, accès intégrés, charge admissible suffisante, protections collectives complètes et équipements de stabilisation et de contreventement efficaces). Balisage au droit des zones de travail en hauteur.	Tous Corps d'état

4.1.4. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
La zone de montage ou démontage des échafaudages, devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis-à-vis des autres intervenants.	Tous Corps d'état

4.1.5. Travaux de plâtrerie

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra prévoir les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les balcons. Les approvisionnements devront se faire sans démontage des protections collectives. Préalablement au démarrage des approvisionnements, l'entreprise devra s'assurer, de la charge admissible des balcons, auprès de l'entreprise de gros œuvre ou de son bureau d'études. En cas d'incompatibilité de la charge admise avec les charges à approvisionner, l'entreprise devra la mise en place des moyens d'étalement complémentaires qui serait nécessaire, via l'entreprise de gros œuvre.	07 - CLOISONS SECHES – ISOLATION
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	07 - CLOISONS SECHES – ISOLATION

4.1.6. Travaux des lots techniques

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	Tous Corps d'état
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-œuvre.	Tous Corps d'état
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur.	Tous Corps d'état
L'entreprise prenant possession d'une trémie ou d'une réservation en dallage et plancher, devra assurer la continuité de la protection, vis-à-vis des autres intervenants jusqu'à sa sécurisation définitive.	Tous Corps d'état

4.1.7. Travaux de revêtement de sols

Dispositions prévues	A la charge de
Lors des travaux de ponçage des sols, les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	10 - REVETEMENTS DE SOLS – FAÏENCE

4.1.8. Travaux d'agencement

Dispositions prévues	A la charge de
Les équipements utilisés pour les travaux de ponçage, rabotage, et découpe, seront équipés de récupérateur de poussière. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	04 - AGENCEMENT

4.1.9. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état

4.1.10. Utilisation de produits dangereux ou à risques

Dispositions prévues	A la charge de
Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas ou moins dangereux.	Tous Corps d'état
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.	Tous Corps d'état
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	Tous Corps d'état

4.1.11. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux enterrés ou aériens à proximité des zones d'intervention, les personnels devront être en possession de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Sont concernés: Pour le niveau encadrant; les conducteurs de travaux; Chefs de chantier; les chefs d'équipes. Pour le niveau opérateur; les conducteurs d'engins; les suiveurs; les conducteurs de nacelles élévatrices, grues, pompe à béton, les ouvriers en travaux publics.	Tous Corps d'état

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination - PGC

Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

5.1.2. Plan Général Simplifié de Coordination - PGSC

Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général Simplifié de Coordination (PGSC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGSC, ainsi que son propre PPSPSS.

5.1.3. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le Maître d'Ouvrage communiquera au Coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur, mail, téléphone) des entreprises titulaires de lot.

5.1.4. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le Maître d'Ouvrage communiquera au Coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, nom de l'interlocuteur, mail, téléphone) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le Coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

5.1.5. Travailleurs indépendants et locatiers

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

5.1.6. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

5.1.7. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le Coordonnateur en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

5.1.8. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé - PPSPS

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

5.1.9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié - PPSPSS

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGSC, ainsi que son propre PPSPSS. Les PPSPSS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise teindra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPSS sur le chantier.

5.1.10. Rôle du Coordonnateur

Rôle du coordonnateur

Le Coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

La mission de SOCOTEC est indépendante de toute mission pouvant concerner la sécurité des personnes dans l'utilisation des équipements et des ouvrages achevés.

La mission de SOCOTEC ne porte pas sur les risques découlant d'un défaut de stabilité ou de résistance des ouvrages ou partie d'ouvrage, y compris en phase provisoire de travaux. Il appartient aux intervenants concernés de prendre les dispositions propres à assurer cette stabilité ou cette résistance, y compris en matière de résistance de sol.

5.1.11. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: Maître d'Ouvrage, Maîtrise d'Œuvre et entreprises concernées).

Le registre journal est présenté, sur demande au Coordonnateur, conformément aux dispositions de l'article R.4532-40 du Code du Travail.

5.1.12. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la santé.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Johan BONTEMPS	Tél : 0601369328 Email : johan.bontemps@socotec.com
Etabli le : 05/02/2025 Date de modification : 27/02/2025	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: 35510 Avenue Belle Fontaine CESSON-SÉVIGNÉ	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

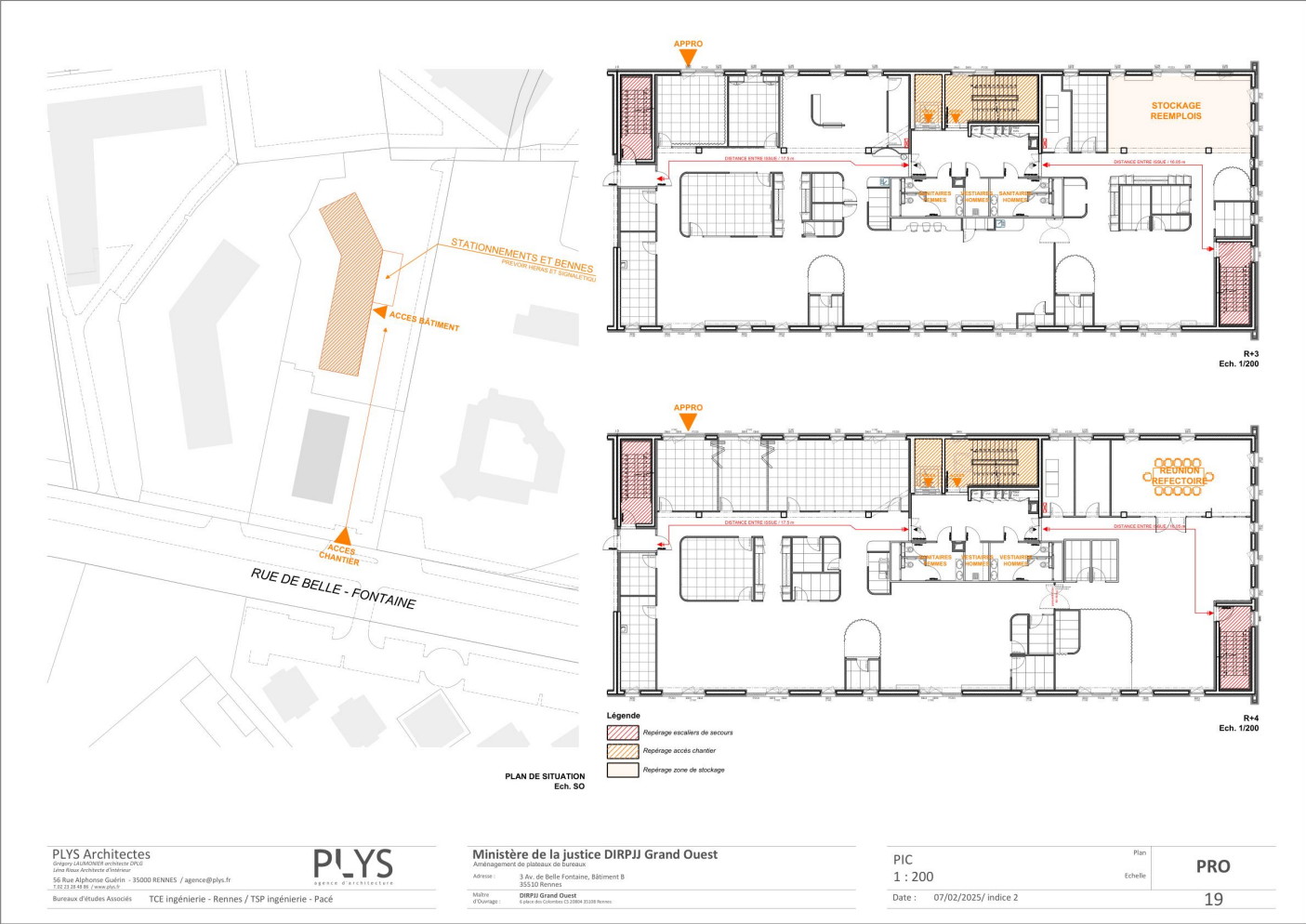
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

Annexes :

1 250122_DIRPJJ_PRO-A3 PIC_01.pdf



Page 23 / 23

[illegible]